

NOTE DE SYNTHÈSE DES ANALYSES DES CONFLITS DANS LES TERRITOIRES DE KABARE ET WALUNGU

Janvier -Février 2024

INTRODUCTION

La présente note de synthèse sur le contexte conflictuel des territoires de Kabare et Walungu s'articule autour des quatre (4) dimensions de l'analyse des conflits, à savoir le profil, les causes, les acteurs et les dynamiques des conflits suivis des recommandations pour CIAT afin que ce dernier puisse en tenir compte dans ses interventions. Cette note est tirée des rapports, études et recherches disponibles sur les territoires de Kabare et de Walungu plus au moins récents (voir liste en fin de la note). Cette note porte sur le contexte conflictuel des territoires de Kabare et Walungu avec une attention particulière sur les groupements d'Irambi/katana, de Bushumba, de Miti et de Cirunga pour Kabare et de Kamanyola, Mushinga, Walungu, Nyangezi, Lubona, Ciherano, et la chefferie de Kaziba pour Walungu

1. Profils des territoires de Kabare et de Walungu

Les conflits dans les territoires de Kabare et Walungu en général et dans les groupements de Mti, Bushumba, Katana, Cirunga, Kamanyola, Mushinga, Walungu, Nyangezi, Lubona, Ciherano et la chefferie de Kaziba en particulier tournent autour du foncier en rapport à l'accès à la terre et aux ressources naturelles et opposent en majorité des individus ou des familles, les agriculteurs et les éleveurs, les grands concessionnaires et les petits agriculteurs, les creuseurs miniers artisanaux et les entreprises minières. Pour le cas du Parc National de Kahuzi Biega, le conflit oppose principalement les pygmées et les autres communautés riveraines d'une part et le PNKB et les pygmées d'autre part. Du point de vue économique, ces deux territoires ont comme principales activités l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation minière. L'élevage et l'agriculture sont les activités les plus répandues sur toute l'étendue de ces territoires. Cependant, l'agriculture constitue le principal moyen de survie des populations. Avec la rareté des terres, une sollicitation accrue de cette dernière et une faible production agricole dans les territoires de Walungu et de Kabare, l'accès à la terre est devenu de plus en plus compétitif.

L'exploitation des gisements miniers sont aussi une source des conflits dans ces deux territoires et plus particulièrement dans le groupement de Mushinga avec le site de Mukungwe autour duquel se sont formés plusieurs conflits en rapport avec son exploitation. Aussi, l'exploitation du foncier, de la flore et de la faune et autres ressources naturelles, d'une part, ainsi que l'affirmation culturelle des peuples autochtones / Pygmées constituent les enjeux principaux des conflits autour du PNKB. Avec l'arrivée des Rwandophones Tutsi dans le groupement de Nyangezi depuis 2019 en provenance des hauts plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira, on constate une aggravation des stéréotypes et préjugés à l'encontre de cette communauté par les autres communautés du milieu en majorité Shi. On leur reproche d'envahir les terres pour plus tard les proclamer comme la leur faisant allusion à l'entité de Mulenge dans le Fizi.

Du point de vue socio-culturel, la population des territoires de Walungu et Kabare est habitée en majorité par l'ethnie Shi mais d'autres populations diverses comme les Batembo, les Bahavu, les Barega, les Hundes, les Bafuliru, Bavira, les Barundi, s'y retrouvent mais en minorité et se concentrent en majorité dans les centres commerciaux des groupements comme à Katana-centre, à Kabamba, à Miti-centre, Walungu-centre, Rubumba, alors que les Rwandophones Tutsi sont localisés principalement à Nyangezi et à Kamanyola. On trouve également les pygmées qui habitent des villages autour du Parc National de Kahuzi-Biega dans les groupements de Katana et de Miti. Toutes ces ethnies vivent en harmonie mais il arrive qu'elles soient en conflit avec les pygmées autour de l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Aussi, dans le groupement de Kamanyola, des tensions existent entre les Rwandophones et les autres ethnies basés sur les activités agro-pastorales et dans le groupement de Nyangezi, les tensions sont basées sur des préjugés et stéréotypes en l'encontre des Rwandophones Tutsi.

2. LES CAUSES DES CONFLITS

a. Les Causes profondes

L'héritage colonial constitue la cause profonde des conflits fonciers dans les territoires de Walungu et Kabare, en ce sens que les colonisateurs Belges ont laissé aux nationaux des grandes propriétés de terres sans documents. L'absence de cadastre, le manque de bonne gouvernance, une justice dysfonctionnant font aussi partie des causes structurelles des conflits dans les deux territoires. Cette absence de bonne gouvernance entraîne des abus de pouvoir dont sont victimes les petits exploitants. Ainsi, l'abus des autorités politico-administratives, des autorités coutumières et agents des services fonciers qui n'appliquent pas la loi foncière comme il se doit à cause de la corruption. L'ignorance du code de la famille et de la loi foncière fait que les paysans ne revendiquent pas leurs droits en rapport avec le foncier, ils sont le plus souvent abusés par les grands concessionnaires qui profitent de leur ignorance pour les escroquer. Il arrive aussi qu'une partie suive la loi coutumière et une autre la loi écrite. La dualité de la loi foncière (la loi écrite et la loi coutumière) est une cause structurelle des conflits fonciers car elle alimente des désaccords et favorise une application arbitraire qui bénéficie souvent aux plus puissants. La loi foncière stipule que toutes les terres en République du Démocratique du Congo (RDC) sont la propriété de l'État, qu'il peut alors céder à des parties privées sous forme de concession en vertu du droit formel. Cependant, dans la pratique, le droit coutumier est le plus appliqué pour l'allocation des terres. Cette dualité entre le droit écrit et le droit coutumier permet aux leaders politiques, aux coutumiers, et aux autres personnes de manipuler la loi pour acquérir des larges portions de terres et en chasser les populations paysannes.

b. Les causes immédiates

Les problèmes de succession et d'héritage (opposant souvent des familles) produisent souvent des désaccords sur une terre ou une maison du fait de la contestation de l'héritier, du partage

d'héritage et ou de sa gestion, des interprétations divergentes de transactions foncières conclues entre le défunt de son vivant et des tiers. Comme autres causes immédiates de la plupart des conflits on a noté également les problèmes de limites de champs ou des concessions, qui proviennent le plus souvent de l'absence du plan de cadastre définissant les limites entre concessions dans les deux territoires. Ceci entraîne des empiètements de terrains ou la destruction des limites matérielles des champs soit par les chefs coutumiers, soit par les services de l'Etat. Il arrive aussi que cet empiètement ou destruction matérielle soit provoqué par un déplacement du lit d'une rivière par le fait d'une personne ou par le fait de la nature. On trouve également comme autre cause immédiate l'occupation et ou l'exploitation illégale des terres ainsi que la contestation de la redevance coutumière ((Kalinzi)ⁱ. Ce genre de problèmes dans les deux territoires porte sur des concessions qui, jadis, étaient exploitées par des colons et qui après les départs de ces derniers ont été mises en valeurs par des populations sur autorisation des chefs coutumiers moyennant une redevance coutumière. Par la suite, elles sont vendues à des grands concessionnaires par les autorités étatiques habilitées et les paysans qui les exploitaient y sont chassés. Aussi, il arrive que les autorités coutumières vendent des terres qu'elles avaient donnés à une ou plusieurs familles moyennant une redevance coutumière ou les exploitent elles-mêmes directement ou accordent des contrats précaires aux paysans.ⁱⁱ

Comme autres causes immédiates on a également observé *l'exploitation des minerais et le manque de terre pour les pygmées*. En ce qui concerne les minerais, avec le mixage du secteur minier au Sud-Kivu (industriel et artisanal), les populations des zones minières se sont engagées dans l'exploitation et la vente des minerais pour répondre à leurs besoins vitaux. Aussi avec le retour des sociétés industrielles étrangères qui obtiennent des grandes concessions minières, les paysans sont légalement obligés de quitter leurs villages devenus concession minière sans dédommagement ou avec un dédommagement insignifiant. Egalement, il arrive que des familles et des chefs coutumiers se disputent la gestion ou la propriété des sites miniers. C'est le cas du site minier de Mukungwe, en groupement de Mushingaⁱⁱⁱ dans le territoire de Walungu. En ce qui concerne le manque de terres pour les pygmées, ces derniers occupent des espaces des autres communautés riveraines du PNKB, ce qui conduit à leur déguerpissement sans préavis des espaces occupés. En outre, le manque de nourriture et d'autres bien de première nécessité les amènent à voler des récoltes dans les champs des autres communautés pour les manger directement ou les vendre. Ce vol conduit le plus souvent aux confrontations régulières entre ces dernières et les pygmées. Enfin, il arrive que les pygmées pénètrent ou tentent de pénétrer dans le Parc non seulement pour chercher de quoi manger mais aussi pour chercher des médicaments, des feuilles pour fabriquer des paniers et ou des nattes. Ils considèrent également le park comme centre des activités socioculturelles, ce qui amène des confrontations entre ce dernier et le PNKB.

3. Les évènements déclencheurs

Les conflits violents sont déclenchés par des tueries, de l'accaparement des terres, des jugements considérés par une partie comme injuste, de déplacement des bornes séparant deux champs, des déguerpissements des occupants de champs, le vol des cultures, l'interdiction aux populations

d'exploiter les minerais, l'expulsion de la population de leurs villages par les exploitants miniers industriels, la destruction des cultures par le bétail.

- **Les facteurs aggravants :**

Les facteurs majeurs de la persistance des conflits fonciers dans les territoires de Kabare et Walungu et particulièrement dans les groupements de Katana, Bushumba, de Miti, Cirunga, Kamanyola, Mushinga, walungu, nyangezi, Lubona, Ciherano et la chefferie de Kaziba sont l'ignorance du code de famille ou sa non prise en compte dans la question de succession. En outre, il s'observe dans les deux territoires des cas de vente des terres à plus d'une personne (double vente), ce qui crée des tensions entre les acheteurs et ou entre les acheteurs et le vendeur. Comme autre facteur, on trouve la croissance démographique qui renforcent encore plus la pression sur la terre. L'ignorance du code minier par les creuseurs miniers artisanaux engendre des résistances de ces derniers voire un refus de quitter les sites miniers. Cela fait aussi partie des facteurs aggravants

4. Les acteurs aux conflits

Les principaux acteurs sont les autorités politico-administratives, les instances judiciaires, les grands concessionnaires, les agriculteurs, les éleveurs, les chefs coutumiers, le PNKB/ICCN, les pygmées, l'Etat congolais, les populations riveraines du PNKB, les creuseurs miniers, et les entreprises minières. Par manque de neutralité et d'indépendance dans le règlement des conflits fonciers dont elles sont saisies par les parties en conflit et la non-application de la loi foncière et du code de la famille tel qu'il se doit, les agents des cadastres, les juges, les magistrats, les administrateurs des territoires occasionnent souvent des conflits en tranchant en faveur de celui qui est plus fort financièrement. Les cas de corruption sont nombreux et les grands propriétaires usent de leurs positions pour influencer les jugements et ou faire taire un plaignant ou victime. En outre, on a remarqué que les grands concessionnaires achètent et chassent les paysans dans des concessions que ces derniers pensaient leur appartenir de droit par ce qu'ayant payé les redevances coutumières. Le plus souvent, ces agissements se font en collaborations avec les autorités politico-administratives habilités dans les questions foncières et ou les autorités coutumières. Il se remarque aussi que les petits agriculteurs, fautes de connaissance et ou reconnaissance de la loi foncière, appliquent la loi coutumière dans l'acquisition des terres, ce qui implique les chefs coutumiers dans ces ventes.

Les agriculteurs et les éleveurs se disputent en rapport avec la destruction des cultures par le bétail. Le plus souvent, il n'y pas tuerie de bétails par l'agriculteur mais plutôt des saisies des instances coutumières ou judiciaires pour que l'un ou l'autre soit remis dans ses droits et souvent c'est le plus fort financièrement qui l'emporte.

Le PNKB/ICCN étant l'établissement public chargé de la conservation et la gestion des aires protégées, a expulsé les pygmées dans leur milieu traditionnel de leur vie. Aucune mesure de relocalisation et de réinstallation adéquate n'ayant été prévue, ce qui les amène à vouloir toujours rentrer dans le PNKB d'une part et à occuper les terres et voler les cultures des autres peuples riverains. En ce qui concerne l'exploitation minière de Mukungwe, il y a deux familles qui se

disputent le droit de propriété de la concession qui regorge l'or auxquelles une autre s'était ajouté plus tard ; il y a la population locale qui avait été mobilisé par ces deux familles pour dénoncer l'occupation de leur groupement par la compagnie BANRO. Nous y trouvons également les creuseurs artisanaux qui exploitaient ce site et qui ont été expulsés par l'entreprise BANRO, qui a chassé la population du site d'or avec une indemnisation qu'elle a jugé insignifiante. Les chefs coutumiers qui perçoivent illégalement des taxes sur ce site, les militaires présents dans ce site, les autorités judiciaires qui se compromettent dans la corruption, les services de l'Etat qui s'occupent du secteur minier. Pour tous ces acteurs, les enjeux sont l'accès aux minerais.

Pour les éléments détracteurs des conflits dans les territoires de Kabare et Walungu, nous pouvons citer les leaders des communautés pygmées qui profitent de la problématique PNKB-Pygmées pour se positionner politiquement, les hommes politiques et d'affaire qui profitent du commerce illicite des ressources naturelles, les courtiers immobiliers et commissionnaires qui mettent en contact les vendeurs et acheteurs des terrains ou qui achètent et revendent les terrains.

Les capacités pour la paix

Dans les territoires de Kabare et Walungu, nous trouvons les Groupes de réflexion sur les questions Foncières (GRF) qui sont un mode de règlement des conflits fonciers qui a pour rôle de faciliter la résolution des conflits fonciers en utilisant l'approche gagnant-gagnant. Les autres capacités pour la paix sont les organisations nationales et internationales qui travaillent dans la consolidation de la paix et dans la résolution pacifique des conflits, les églises en général et d'une manière particulière l'église catholique à travers sa Commission Diocésaine Justice et Paix qui recourent aux modes extrajudiciaires pour résoudre les conflits fonciers persistant dans le territoire. On trouve également les radios communautaires qui font passer des messages invitant la population à la cohésion pacifique, ainsi que les organisations locales des pygmées.

5. LA DYNAMIQUE DES CONFLITS ET TENDANCES ACTUELLES

Les dynamiques de conflits dans les territoires de Walungu et de Kabare sont assez différentes de celles des territoires voisins d'Uvira et de Kalehe. Bien que des groupes armés soient présents dans ces territoires, actuellement ils n'affectent pas généralement les populations. Les conflits sont d'une moindre envergure et se résolvent souvent sans violence. La composition ethnique de ces territoires étant plus au moins homogène, les conflits qui y existent n'ont donc pas de dimension ethnique (le conflit opposant les pygmées et les autres peuples riverains du PNKB sont plus économique qu'identitaire). Également, il n'y a pas de grands troupeaux de bovins qui causeraient des dégâts significatifs dans les champs des petits exploitants à l'exception du groupement de Kamanyola qui est affecté par la dynamique des conflits éleveurs-agriculteurs de la plaine de la Ruzizi. Les éleveurs de la plaine de Ruzizi (Mutarule, Luberizi, Bwegera) viennent périodiquement avec leurs vaches à la recherche de pâturages dans le groupement de Kamanyola qui ravagent les cultures des agriculteurs de ce groupement.

En ce qui concerne l'exploitation des mines à Mukungwe dans le groupement de Mushinga, les tensions entre les trois familles qui se battaient pour la gestion du site s'est un peu apaisée. Les

leaders de deux familles en conflit ayant été assassiné, à savoir Kurhengamuzimu et Rubango, la famille de ce dernier a chassé la famille Chunu de la concession de Mukungwe et la famille Kurhengamuzimu pour le moment ne montre pas signe de vie. Ainsi, il semblerait que, d'après des informations reçues des certains professeurs d'universités de Bukavu et des ONG nationales, la famille Rubango gère ce site à travers les coopératives des exploitants miniers artisanaux qui sont devenus encore plus actifs dans ce site après le départ de BANRO en 2020. Pour le moment, il semble qu'aucune autre entreprise n'a repris l'exploitation du site de Mukungwe. Ainsi, nous n'avons pas pu avoir plus d'informations sur ce conflit après 2020.

En rapport avec le conflit lié au PNKB, actuellement, des tensions continuent à s'observer entre le PNKB et les pygmées et entre ces derniers et les autres communautés riveraines du PNKB. Les pygmées tentent toujours de se procurer des ressources dans les PNKB, ce qui les expose à la répression des gardes commis à la surveillance du PNKB. En outre, les pygmées continuent avec le vol des cultures et l'accaparement des terres des autres communautés, ce qui crée des tensions entre eux. Plusieurs tentatives de résolution de ce conflit entre le PNKB et les pygmées ont déjà eu lieu mais sans succès. Ainsi, jusque maintenant, la situation n'a pas évolué vu que l'ICCN/PNKB n'a pas encore répondu favorablement aux revendications des pygmées qui sont de leur attribuer des terres. Il semblerait néanmoins que certaines terres leur aient été attribuées par l'Etat congolais mais auraient été vendues par les leaders de cette communauté, une information qui reste à vérifier. Aussi, plusieurs organisations nationales et internationales s'activent autour de cette problématique en essayant d'apporter une solution aux difficultés liées à l'accès aux services de base des pygmées dont l'éducation et les soins de santé.

V RECOMMANDATIONS

En rapport à ce contexte, les acteurs HDP peuvent mener les actions suivantes :

- Aider avec la vulgarisation des textes légaux en matière foncière et successorale ;
- Accompagner la mise en application de la nouvelle loi foncière adoptée en mai 2022 afin de résoudre les problèmes fonciers ;
- Mener des plaidoyers auprès des responsables publics afin qu'il soit mis en place une politique foncière, qui reconnaît et protège les droits fonciers coutumiers détenus par les paysans et qui tient compte des obstacles et contraintes des populations les plus faibles en rapport à l'accès à la terre ;
- Appuyer les populations dans la tenue des dialogues communautaires sur les conflits fonciers et la mise en œuvre des résultats de ces dialogues ;
- Engager les autorités locales, provinciales et nationales, par voie de plaidoyer, à trouver des solutions progressives aux problèmes et revendications des pygmées et l'application de la loi portant protection des droits des peuples autochtones et sa vulgarisation ;
- Vulgariser la loi foncière et le code de la famille ;
- Sensibiliser et former la population sur la pratique de l'élevage en stabilisation ;
- Mener des plaidoyers pour mettre en place un système de distribution des intrants agricoles et pastoraux,

- Mener des sensibilisations sur la cohabitation pacifique, pour le cas spécifique du groupement de Nyangezi, pour prévenir le conflit identitaire.

Bibliographie :

-INSÉCURITÉ FONCIÈRE EN RDC L'accaparement des terres dans la province du Sud-Kivu : expériences paysannes, Emery Mushagalusa Mudinga Angaza Institute 2021 ; centre de recherche et d'analyse des conflits et de gouvernance, CERACOG.

-Garantir les droits fonciers coutumiers en République démocratique du Congo : Guide pratique à l'intention des acteurs impliqués dans le processus de la réforme foncière, lassana koré, FFP, REPALEF, 2017

- Les riverains autochtones Batwa et le retour sur leurs terres ancestrales dans le PNKB, est de la RDC, bulletin WRM 249 14 mai 2020

-Analyse des conflits dans les provinces du nord et sud kivu ; organisation des NU pour l'alimentation et l'agriculture, rapport, Rome, 2023 (FAO)

-Résolution des conflits fonciers persistants dans le territoire de kabare, Sud-Kivu, RDC congo : l'apport des modes extrajudiciaires dans le groupement de Cirunga, revue internationale du chercheur « volume 3 » Sept.2022

-Analyse des dynamiques des conflits autour du parc national de kahuzi-biega (pnkb), USAID, 1er juillet 2021.

--KALINZI, MAJI ET MUJAKAZI : sources des conflits dans le territoire de Walungu, walungu, mars-mai 2019, projet SPR, amani kwa maendeleo, USAID, 2019

- Comprendre le système des conflits autour du site minier de Mukungwe, en Groupement de Mushinga, Territoire de Walungu, Déc 2021, godefroid Muzaliwa, innocent Karhagomba, ISP/Bukavu GEC-SH, USAID

- Les conflits miniers entre exploitations industrielle et artisanale au sud kivu en r.d. congo, isdr Bukavu, Bosco Mushukiwa, juin 2020 ISDR-BUKAVU

-Stratégies de développement des entités territoriales,

-Code minier en RD Congo, les enjeux de la réforme ; Justice et paix ; juillet 2019

-dynamique des conflits fonciers et processus de réforme foncière en RDC : repenser l'insécurité foncière partir de l'approche de la « Political ecology », Aymor Nyenyezi BISOKA, David KRUBARA et An Ansoms, mars 2014

-Terre, développement et conflit dans la région Grands lacs, EurAc, Déc. 2017

-Comprendre l'imaginaire au cœur des dynamiques des conflits et territoire de kabare, August, 29, 2019, USAID, amani kwa maendeleo

-De l'autre côté de la colline : le contrôle contesté de mukungwe au sud-kivu, Sara Geenen et Klara Claessens, Anvers, avril 2012

- Projet initiative d'urgence de paix dans le Sud-Kivu » : analyse participative de la situation de cohésion sociale et du risque de violence ciblée et/ou généralisée au regard du contexte sécuritaire et politique actuel, RECAP, Bukavu, Mars 2023

- Cadre Stratégique pour la Préparation d'un Programme de Développement des Pygmées,

- Analyse des dynamiques des conflits autour du parc national de kahuzi-biega (PNKB) /USAID/Bukavu/, Fevrier 2021

ⁱ Kalinzi : redevance foncière pour accéder aux droits d'usufruitier. Kalinzi : chez le peuple Bashi le kalinzi consiste en un droit perpétuel sur la terre et la valeur donnée pour l'obtenir. Le kalinzi peut être constitué d'un lot de vaches, de chèvres ou d'espèces. Le kalinzi place l'acquéreur et le donateur, souvent un chef coutumier, dans une relation de dépendance réciproque. L'un doit allégeance tandis que l'autre doit protection.

ⁱⁱ KALINZI, MAJI ET MUJAKAZI : sources des conflits dans le territoire de Walungu

ⁱⁱⁱ Comprendre le système des conflits autour du site minier de Mukungwe en Groupement de Mushinga, Territoire de Walungu